Droits de douane : tout comprendre en 5 graphiques

Jared Franz et Robert Lind

17 mars 2025

La plupart d'entre nous avons entendu parler des droits de douane en cours d'histoire, au moment d'étudier la crise de 1929 et les effets négatifs du protectionnisme des années 1930. Les décennies suivantes ont ensuite été caractérisées par une avancée de la mondialisation et du multilatéralisme, qui se sont traduits par plus de libre-échange et moins de taxes aux frontières. Aujourd'hui, dans le contexte de la politique commerciale déployée par la nouvelle administration Trump, les droits de douane reviennent sur le devant de la scène et suscitent d'intenses débats au sujet de leurs effets possibles sur l'économie mondiale et sur la volatilité des marchés boursiers.

Pour les opposants à cette nouvelle guerre douanière, c'est l'ensemble des pays qui en feront les frais. Mais pour ceux qui soutiennent cette approche, les États-Unis ont raison de vouloir réduire leur déficit commercial à long terme et de chercher à amener leurs partenaires commerciaux à lever leurs propres barrières protectionnistes. Quoi qu'il en soit, la réorganisation du commerce mondial reflète l'évolution de l'ordre géopolitique – et les politiques actuelles ne sont vraisemblablement qu'un début.

Voici cinq graphiques pour illustrer la situation actuelle relative aux droits de douane et pour tenter d'y voir plus clair sur leurs répercussions possibles pour l'économie, les marchés et les investisseurs.

1. Que sont les droits de douane, et à quoi servent-ils ?

Les droits de douane désignent une taxe mise en place par un pays sur les biens importés de l'étranger, notamment pour protéger ses fabricants locaux de la concurrence internationale.

Nous avons identifié quatre grandes motivations – découplage, rééquilibrage, négociation, financement – à l'origine des diverses annonces de droits de douane par les États-Unis, et ce que chacune pourrait engendrer sur le front de l'investissement. Il semble par exemple peu probable que les droits de douane instaurés à des fins de négociation soient maintenus à long terme, tandis que ceux destinés à favoriser un découplage pourraient rester en vigueur de manière indéfinie.

Sources : Capital Group, American Compass. Au 5 mars 2025.

D'après notre scénario de référence, les États-Unis parviendront à s'accommoder de ces changements de politique commerciale. D'une part, leur taille, la résilience de leur économie, et leurs consommateurs disposant d'un bon pouvoir d'achat constituent de solides atouts. D'autre

part, l'investissement du secteur privé est en hausse, qu'il s'agisse d'entreprises américaines ou de sociétés étrangères qui souhaitent conserver un accès à la première puissance économique mondiale. Malgré tout, une augmentation des droits de douane risque de freiner l'activité locale et de renchérir les prix à l'importation.

En outre, l'ambiguïté causée par la nouvelle politique commerciale américaine déstabilise déjà les entreprises et les ménages, avec des conséquences négatives possibles pour l'économie et les marchés financiers des États-Unis.

Les retombées sont tout aussi incertaines pour les autres pays. C'est le cas des grands partenaires commerciaux des États-Unis, comme le Mexique et le Canada, dont les exportations vers le marché américain représentent entre 20 % et 25 % de leur PIB, mais aussi des pays européens, qui exportent 2 % à 3 % de leur PIB vers les États-Unis. Ces pays pourraient ainsi subir une baisse de leurs exportations et de leur croissance économique en cas d'instauration de nouveaux droits de douane aux frontières américaines, et assouplir leur politique macroéconomique pour tenter de compenser ces effets. Certains États prennent déjà des mesures décisives : l'Allemagne, par exemple, a déjà fortement assoupli sa politique budgétaire et prévoit d'accroître ses dépenses d'infrastructure et de défense, en partie pour réduire sa dépendance aux exportations.

2. Pourquoi le déficit commercial des États-Unis est-il si élevé ?

Le déficit commercial sur les biens est un indicateur clé en matière de droits de douane. Et comme chaque année depuis les années 1970, les États-Unis enregistrent un déficit commercial, qui a atteint 1 100 milliards USD en 2024 en raison d'importations significatives et de l'impact négatif du dollar fort sur leurs exportations.

Sources : Capital Group, Bureau of Economic Analysis. Montant total sur 12 mois à partir de septembre de chaque année. Au 30 septembre 2024.

Pour les économistes, le niveau élevé du déficit commercial des États-Unis est peut-être le signe d'une économie intérieure solide, puisque la consommation américaine est dynamique. Mais il illustre surtout pourquoi les droits de douane sont une pièce maîtresse du programme économique de l'administration Trump. Les États-Unis sont en effet beaucoup moins tributaires du commerce mondial que d'autres pays, et cherchent plutôt à tirer parti de la vigueur de leur économie intérieure pour parvenir à une relation plus équilibrée avec leurs partenaires commerciaux.

Les États-Unis affichent cependant le déficit courant le plus élevé au monde en raison de l'afflux massif de capitaux étrangers. Pour réduire leur déficit, il leur faudra donc limiter ces flux et accepter un dollar plus faible.

Les multiples décrets promulgués ces dernières semaines par Donald Trump pour adopter ou suspendre des droits de douane déstabilisent les marchés. Il est vrai que les précédentes administrations ont elles aussi appliqué des taxes aux frontières, mais en suivant systématiquement la procédure législative, laquelle impliquait une analyse approfondie du

contexte économique, ce qui laissait plus de temps aux parties prenantes pour s'adapter. Quelle que soit la méthode employée, les droits de douane peuvent traduire une politique plus isolationniste susceptible d'avoir des retombées à long terme pour les portefeuilles d'investissement.

3. Les droits de douane alimentent-ils l'inflation ?

La réponse est positive, mais il convient de la nuancer.

S'ils restent temporaires, les droits de douane engendreront une légère hausse des prix, qui devrait finir par s'aplanir. Mais une guerre commerciale caractérisée par une augmentation des tarifs douaniers au fil des ans risque d'alimenter l'inflation à long terme, et partant, de faire monter les taux d'intérêt.

Pour les économistes, les consommateurs et les entreprises (du moins celles qui sont disposées à rogner leurs marges pour vendre leurs produits) supportent entre 30 % et 50 % du coût des droits de douane – voire plus dans les cas où il n'y a pas de produits de substitution. Une étude récente montre par ailleurs que les droits de douane en vigueur en 2018 et en 2019 ont été en grande partie répercutés sur les consommateurs américains.

Les économistes de l'université de Chicago et de la Réserve fédérale américaine (Fed) citent souvent l'exemple des droits de douane sur les importations de lave-linges, mais pas de sèche-linges, instaurés en janvier 2018 par la précédente administration Trump. En conséquence de cette décision, les fabricants américains, pourtant non assujettis à des droits de douane, ont augmenté leurs prix pour s'aligner sur ceux de leurs concurrents étrangers. Les prix des sèche-linges ont également progressé, les fabricants choisissant soit de répercuter opportunément la hausse des prix des lave-linges, soit de répartir la hausse des prix entre les deux catégories de produits.

Sources : Capital Group, U.S. Bureau of Labor Statistics, Peterson Institute for International Economics. La variation des prix de détail est représentée par l'indice des prix à la production pour la sous-catégorie des gros appareils ménagers. Cet indice, qui mesure la variation moyenne des prix de vente pratiqués par les producteurs nationaux. La variation des prix à la consommation est représentée par l'indice des prix à la consommation pour la sous-catégorie des gros appareils ménagers. Au 15 décembre 2019.

Les annonces de droits de douane ont également un impact sur la valeur du dollar US : plus ils sont élevés, plus ils freinent la demande de biens importés en monnaie étrangère, et plus ils font monter la monnaie américaine. À l'inverse, une baisse des droits de douane a pour effet de stimuler la demande en monnaie étrangère, et partant, de faire reculer le dollar US. Un dollar fort peut toutefois atténuer le coût des droits de douane pour les consommateurs, un peu comme il avantage les touristes américains en voyage à l'étranger.

4. Qu'est-ce que la réciprocité commerciale et comment pourrait-elle

être mise en œuvre ?

À première vue, le concept de réciprocité dans les échanges commerciaux est simple : c'est le fait, pour deux pays, d'appliquer des droits de douane équivalents entre eux.

Or, la volonté des États-Unis de rééquilibrer aujourd'hui les droits de douane avec leurs partenaires commerciaux marque une rupture après 75 ans de multilatéralisme, puisqu'elle contourne les règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ou GATT) signé en 1947 et devenu par la suite l'Organisation mondiale du commerce.

La nouvelle administration Trump est en effet convaincue que plusieurs secteurs d'activité américains clés se heurtent à des barrières commerciales qui les empêchent de vendre leurs produits à l'étranger. Dans la filière automobile, par exemple, les véhicules américains sont taxés à 10 % aux frontières de l'Union européenne, tandis que les véhicules européens le sont à seulement à 2,5 % quand ils arrivent aux États-Unis. L'Union européenne paraît donc favorisée.

Difficile aussi de savoir si la définition de la réciprocité, telle que l'administration Trump la conçoit, comprend la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur dans de nombreux pays, où elle est généralement appliquée à chaque étape de la production (alors qu'aux États-Unis, seule une taxe sur les ventes est prélevée au moment de la vente des produits finis). Même si, pour de nombreux économistes, la TVA n'est pas une taxe sur les importations, dans le cas de l'Union européenne, la prise en compte de la TVA impliquerait un droit de douane plus élevé, d'environ 25 %.

Sources : Capital Group, PWC, U.S. Census Bureau, Organisation mondiale du commerce (OMC). Les taux de droits de douane moyens reflètent le taux moyen de la nation la plus favorisée appliqué sur la base des chiffres de l'OMC pour 2023, sauf indication contraire ci-dessous. Le Canada, le Mexique et la Corée du Sud ayant conclu des accords de libre-échange avec les États-Unis, ils sont exclus de cette liste. Le taux moyen des droits de douane chinois sur les produits américains n'inclut pas les droits de douane de rétorsion. TVA : taxe sur la valeur ajoutée. 1Taxe sur la consommation. 2Taxe sur les produits et services. dans la colonne « Écart de droits de douane », le bâton vert, qui s'étend vers la droite, signifie que l'écart de droits de douane profite davantage aux États-Unis, tandis que les bâtons qui s'étendent vers la gauche indiquent le contraire : seul l'écart avec la Chine a favorisé les États-Unis. Au 10 mars 2025.

On le voit, les modalités sont spécifiques à chaque pays ou région, si bien que chaque détail compte dans ces négociations commerciales. Les droits de douane imposés à la Chine, à l'Union européenne, au Canada ou au Mexique peuvent en effet réduire le déficit commercial des États-Unis et stimuler la production en donnant aux entreprises américaines un avantage sur leurs concurrentes étrangères.

Mais ils peuvent aussi donner lieu à des mesures de rétorsion, à l'instar de la décision de plusieurs provinces canadiennes de retirer les marques d'alcool américaines de leurs magasins d'État. La Chine pourrait également décider de ne plus exporter de minerais critiques vers les États-Unis, de

réduire ses achats de denrées agricoles et d'avions américains, et de multiplier les enquêtes visant des sociétés américaines implantées en Chine, parmi lesquelles Apple, Starbucks ou encore Tesla.

5. Quel a été l'impact des droits de douane instaurés durant la précédente administration Trump ?

Les diverses annonces concernant les droits de douane donnent peut-être aux investisseurs un sentiment de déjà-vu. Après tout, la première administration Trump visait un objectif similaire, à savoir réduire le déficit commercial des États-Unis en imposant des droits de douane sur les importations de marchandises chinoises. Cette décision a été à l'origine de tensions commerciales qui, comme aujourd'hui, ont dominé l'actualité et ébranlé les marchés.

Sources : Capital Group, U.S. Bureau of Labor Statistics, Peterson Institute for International Economics, Standard & Poor's. La valeur d'un investissement théorique dans le S&P 500 reflète le rendement total de l'indice du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2025. Les résultats passés ne préjugent pas des résultats futurs. Au 10 mars 2025.

Rétrospectivement, ces décisions ont eu un impact limité sur l'inflation : l'indice des prix à la consommation est passé de 1,50 % en 2018 à seulement 2,85 % en 2019. L'indice S&P 500 a quant à lui reculé en 2018, avant de rebondir fortement en 2019, du fait d'autres facteurs que les droits de douane.

Mais le monde a bien changé depuis cette première vague de droits de douane. D'un côté, les effets de la pandémie, des guerres en Ukraine et au Proche-Orient, ainsi que de l'épisode de forte inflation de 2022 continuent de se faire sentir dans l'ensemble de l'économie. De l'autre, les récentes prises de position changeantes de la nouvelle administration Trump rendent encore plus incertaine la manière dont les droits de douane et les dépenses fédérales affecteront la croissance économique américaine.

Si les investisseurs ont un enseignement à tirer de tout cela, c'est que dans une période comme celle-ci, il est important de reconnaître ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas – et que les droits de douane ne sont qu'un paramètre dans une équation bien plus complexe. Dans ce contexte qui alimente la volatilité des marchés, il est donc plus important que jamais de diversifier son portefeuille et de rester investi.